

CHAOCORP

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2011



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2011

Aux Actionnaires
CHAOCORP
47 rue Notre Dame de Lorette
75009 PARIS

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société CHAOCORP, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note de l'annexe sur les immobilisations incorporelles expose les règles et méthodes comptables relatives aux contrats de coproduction.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

PricewaterhouseCoopers Audit, 179 Cours du Médoc, CS30008, 33070 Bordeaux Cedex
T: 05 57 10 08 00, F: 05 57 10 08 08, www.pwc.fr

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société Anonyme au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse

CHAOCORP

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2011

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Bordeaux, le 1^{er} juin 2012

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit



Antoine Priollaud

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Bilan Actif

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net 31/12/2011	Net 31/12/2010
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	1 635 000	1 123 750	511 250	26 950
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	40 000	889	39 111	
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	847 490		847 490	1 325 000
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	1 734	933	801	1 380
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<i>Immobilisations financières (2)</i>				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	2 524 224	1 125 572	1 398 652	1 353 330
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks et en-cours</i>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	12 583		12 583	80 965
Autres créances	181 060		181 060	25 999
Capital souscrit et appelé, non versé				
<i>Divers</i>				
Valeurs mobilières de placement	928 574		928 574	1 479 280
Disponibilités	1 804		1 804	310 095
Charges constatées d'avance (3)	561		561	71
TOTAL ACTIF CIRCULANT	1 124 583		1 124 583	1 896 410
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	3 648 807	1 125 572	2 523 235	3 249 739
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan Passif

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

	31/12/2011	31/12/2010
CAPITAUX PROPRES		
Capital	3 143 891	3 143 891
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-149 030	-21 721
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-818 300	-127 309
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	2 176 561	2 994 861
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	279 293	791
Emprunts et dettes diverses (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	52 327	228 690
Dettes fiscales et sociales	15 055	22 652
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		2 745
Produits constatés d'avance (1)		
TOTAL DETTES	346 674	254 879
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	2 523 235	3 249 739
(1) Dont à plus d'un an (a)		1
(1) Dont à moins d'un an (a)	346 674	254 878
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	279 293	
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de Résultat

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

	31/12/2011	31/12/2010
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens)		
Production vendue (services)	151 179	434 250
Chiffre d'affaires net	151 179	434 250
Dont à l'exportation		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	22 522	121 750
Autres produits	1	21
Total I	173 702	556 021
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes (a)	113 336	319 573
Impôts, taxes et versements assimilés	2 066	1 150
Salaires et traitements	72 501	74 599
Charges sociales	30 189	31 421
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
– Sur immobilisations : dotations aux amortissements	242 699	127 672
– Sur immobilisations : dotations aux dépréciations	649 338	125 733
– Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		
– Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Autres charges	19 281	6 666
Total II	1 129 410	686 814
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-955 708	-130 793
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée III		
Perte supportée ou bénéfice transféré IV		
Produits financiers		
De participation (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)	4 008	3 556
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total V	4 008	3 556
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)		72
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total VI		72
RÉSULTAT FINANCIER (V-IV)	4 008	3 484
RÉSULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	-951 700	-127 309

Compte de Résultat (suite)

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

	31/12/2011	31/12/2010
<i>Produits exceptionnels</i>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	133 400	
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	133 400	
<i>Charges exceptionnelles</i>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	133 400	
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
Total des produits (I+III+V+VII)	311 110	559 577
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	1 129 410	686 886
BENEFICE OU PERTE	-818 300	-127 309
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

Règles et méthodes comptables

*Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes*

Désignation de la société : SA CHAOCORP

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2011, dont le total est de 2 523 235 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte de 818 300 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01 janvier 2011 au 31 décembre 2011.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 30 avril 2012 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2011 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 22/06/1999, la loi n° 83-353 du 30/04/1983 et le décret 83-1020 du 29/11/1983, et conformément aux dispositions des règlements comptables 2000-06 et 2003-07 sur les passifs, 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs et 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et évaluation des actifs.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Matériel de bureau : 5 à 10 ans

* Matériel informatique : 3 ans

* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière, si l'actif continue à être utilisé, est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Toutefois, lorsque la valeur actuelle n'est pas jugée notablement, c'est à dire de manière significative, inférieure à la valeur nette comptable, cette

Règles et méthodes comptables

dernière est maintenue au bilan.

La comptabilisation d'une dépréciation modifie de manière prospective la base amortissable de l'actif déprécié.

*Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes*

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier. Les engagements correspondants n'ont pas été constatés sous la forme de provision.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

NEANT

*Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes*

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 605 000	917 490		2 522 490
Immobilisations incorporelles	1 605 000	917 490		2 522 490
– Installations générales, agencements et				
– Installations techniques, matériel et outillage				
– Installations générales, agencements				
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 734			1 734
Immobilisations corporelles	1 734			1 734
– Participations évaluées par mise en				
ACTIF IMMOBILISE	1 606 734	917 490		2 524 224

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
<i>Ventilation des augmentations</i>				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	917 490			917 490
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	917 490			917 490
<i>Ventilation des diminutions</i>				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Notes sur le bilan

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Immobilisations incorporelles

Contrats de coproduction

Lorsque la société s'engage dans un contrat de coproduction, les sommes dues dans le cadre de ce contrat sont comptabilisées au fur et à mesure de leur versement en « immobilisations incorporelles en cours ».

La coproduction est ensuite transférée en « immobilisations incorporelles » et amortie lors de l'obtention par le producteur délégué du visa CNC du film. La base amortissable est réduite, conformément à l'article 322-1.6 du PCG, de la valeur résiduelle des droits sur un film si celle-ci est significative et mesurable par référence à des éléments dont le montant est connu de manière fiable (contrat de vente, option de vente,...).

Conformément à la pratique du secteur de la production cinématographique, les contrats de coproduction sont amortis linéairement sur 3 ans.

En cas de revenus d'un contrat de coproduction supérieurs à l'amortissement linéaire ainsi calculé, la société affectera à son amortissement les recettes nettes provenant de son exploitation au cours dudit exercice. Ces recettes nettes sont déterminées en déduisant des recettes brutes correspondantes : d'une part, les charges se rapportant directement au film considéré et, d'autre part, une quote-part des autres dépenses d'exploitation fixée par voie de répartition de ces dépenses entre les divers films au prorata de leurs recettes brutes, diminuées des charges directes.

A la clôture de chaque exercice, un test de dépréciation est réalisé sur la base de la valeur d'utilité estimée par la direction de la société. En cas d'insuffisance de l'amortissement constaté, la société comptabilisera en complément une provision pour dépréciation.

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la fin de l'exercice
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	127 317	242 121		369 438
Immobilisations incorporelles	127 317	242 121		369 438
– Installations générales, agencements et				
– Installations techniques, matériel et outillage				
– Installations générales, agencements				
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	355	578		933
Immobilisations corporelles	355	578		933
ACTIF IMMOBILISE	127 672	242 699		370 371

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 194 204 Euros et le classement par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<i>Créances de l'actif immobilisé :</i>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
<i>Créances de l'actif circulant :</i>			
Créances Clients et Comptes rattachés	12 583	12 583	
Autres	181 060	181 060	
Capital souscrit – appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	561	561	
Total	194 204	194 204	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients – factures à établir	4 941
Divers – produits à recevoir	150 000
Total	154 941

Valeurs mobilières de placement

Instruments de trésorerie

Les instruments de trésorerie sont constitués d'OPCVM de trésorerie dont l'objectif est de réaliser une performance égale au marché monétaire français (BONIA). Le montant des plus-values latentes au 31 décembre 2011 est d'un montant de 11.036,09 €.

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	125 733	649 338	19 870	755 201
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières				
Total	125 733	649 338	19 870	755 201
<i>Répartition des dotations et reprises :</i>				
Exploitation		649 338	19 870	
Financières				
Exceptionnelles				

Notes sur le bilan

Capitaux Propres

Composition du Capital Social

Capital social d'un montant de 3 143 891.00 Euros décomposé en 3 143 891 titres d'une valeur nominale de 1.00 Euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	3 143 891	1.00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	3 143 891	1.00

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 23 mars 2011.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	-21 721
Résultat de l'exercice précédent	-127 309
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	-149 030
Affectations aux réserves	
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	-149 030
Total des affectations	-149 030

Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2011	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2011
Capital	3 143 891				3 143 891
Report à Nouveau	-21 721	-127 309			-149 030
Résultat de l'exercice	-127 309	127 309		818 300	-818 300
Total Capitaux Propres	2 994 861			818 300	2 176 561

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 346 674 Euros et le classement par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine	279 293	279 293		
– à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	52 327	52 327		
Dettes fiscales et sociales	15 055	15 055		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
Total	346 674	346 674		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés sur l'exercice dont :				

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Factures non parvenues	50 084
Interets courus a payer	84
Provision congés payés	1 005
Charges soc. s/ cp	418
Formation continue	815
Taxe d apprentissage	491
Total	52 897

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatees d avance	561		
Total	561		

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice est constitué des revenus acquis des :

– Contrats de coproduction: 151 179 €.

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Montant comptabilisé au titre du contrôle légal des comptes annuels : 4 500 Euros

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

L'apport en coproduction "Mes meilleures vacances" a été financé à hauteur de 133 400 € par mobilisation du soutien financier.

*Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes*

Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

Le film d'animation Zarafa, de Rémi Bezançon et Jean-Christophe Lie avec les voix de Thierry Frémont, Simon Abkarian et Ronit Elkabetz est sorti en salles en France le 8 février 2012. La Société a procédé à un apport de 300.000 € au financement de ce film qui est en cours d'exploitation.

La société SPLENDIDO - QUAD CINEMA a décidé d'exercer la promesse de vente relative au film Intouchables de racheter la quote-part de la Société au prix qui avait été fixé à 200.000 euros.

Effectif

Effectif moyen du personnel : 2 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	2	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés		
Ouvriers		
Total	2	

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Engagement d'investissement portant sur des coproductions audiovisuelles	157 510
Autres engagements donnés	157 510
Total	157 510
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de sûretés réelles	

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en Euros
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
Fonds de soutien automatique à la production de long métrage	344 173
Promesses d'achat de droits corporels et incorporels de films	1 045 250
Autres engagements reçus	1 389 423
Total	1 389 423
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Engagements de retraite

Les engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite n'ont pas fait l'objet de provision dans les comptes. Ceux-ci ne sont pas significatifs étant donné l'effectif et la faible ancienneté du personnel.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes